

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social



Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris

Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62

site : www.snpespjj-fsu.org Mél : snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Communiqué de presse

Inauguration du CEF de Combs la Ville :

DES PERSONNELS DE LA PJJ OBLIGES D'ALLER ECOUTER LE DISCOURS SECURITAIRE DE SARKOZY !

A quand un déplacement de Nicolas Sarkozy dans un service éducatif ouvert de la PJJ ?

C'est une question que les personnels de la PJJ se posent légitimement, eux qui exercent quotidiennement les mesures confiées par les magistrats et prennent en charge 90% des mineurs confiés à la PJJ. Ils les prennent en charge dans un contexte de restrictions budgétaires sans précédent, les structures d'enfermement absorbant une grande partie des moyens alloués. La loi Mercier qui vient d'être adoptée, outre qu'elle rapproche à grands pas la justice des mineurs de celle des majeurs, étend la possibilité de placement en centre fermé à des mineurs primo délinquants ; c'est pourquoi 20 établissements de placement éducatifs seront transformés en Centres Fermés.

Le déplacement historique du président de la république pour l'inauguration du CEF de Combs la Ville indique, s'il en était encore besoin, où vont les priorités du gouvernement ! Ce choix vient, de fait, conforter le discours ahurissant du responsable de l'établissement qui déclarait dans une interview au « Parisien » que les jeunes placés au CEF « *regretteraient même la prison* ».

Le message est clair dans cette période de pré-campagne électorale : priorité absolue à l'enfermement des mineurs et utilisation électorale du thème de la délinquance juvénile...

Lorsque Nicolas Sarkozy se déplace, la machine à communiquer se met en place. Le SNPES-PJJ dénonce l'instrumentalisation des personnels qui se voient obligés de jouer les figurants de la communication présidentielle (certains agents, refusant cette manipulation, ont été menacés de sanction pour désobéissance). Les personnels ont été avertis hier en fin de journée par leur hiérarchie qu'ils étaient les bénéficiaires d'une « invitation » (mais qu'ils ne pouvaient pas refuser !) pour aller écouter le discours de Sarkozy lors de l'inauguration du Centre Fermé et de la prison de Réau dans les murs de celle-ci. Si certains n'avaient pas compris le message de la priorité donnée à l'enfermement, l'organisation de cet évènement illustre définitivement le mépris porté au travail éducatif des personnels. De plus, la direction inter régionale Ile de France, en bon soldat, a organisé la mobilisation générale : des bus et des véhicules ont été affrétés tout spécialement pour transporter des personnels volontaires ou pas, et choisis parmi ceux qui travaillent en détention (EPM de Porcheville, Fleury Mérogis, Maison d'arrêt de Nanterre et de Villepinte). Soit un total de 45 agents priés d'arrêter leur activité professionnelle toutes affaires cessantes pour « faire la claque » !

Le SNPES-PJJ dénonce avec force une opération de communication à vocation électorale, ignorant délibérément le travail éducatif, hors enfermement, des personnels de la PJJ.

PARIS, le 13 septembre 2011